



## Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Nombre de membres en exercice : 92

Hors commission

### Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Pierre BONNAL, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Cyril MEUNIER, Caroline NAVARRE, Eric PASTOR, Jean-Luc SAVY, Bernard TRAVIER.

### Absents :

Fabien ABERT, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Béatrice MICHEL, Arnaud MOYNIER, Jean-Pierre RICO.

## **Hors commission - Société Anonyme d'Économie Mixte Locale TaM - Modifications des statuts - Approbation**

Monsieur Philippe SAUREL, Président, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire principal de la SAEML TaM au capital de 4 286 000 euros, composé de 34 288 actions. Elle détient 46,02% du capital soit 15 778 actions et occupe 6 postes sur 16 au Conseil d'Administration de la société, dont le poste de Présidence.

A titre principal, la société TaM exploite les services de transport public qui lui sont confiés par l'autorité organisatrice à l'intérieur du périmètre des transports urbains, puis réalise et gère les ouvrages publics ou privés de stationnement ainsi que le stationnement payant sur voirie.

Le Conseil d'administration de la société prévu en date du 24 avril 2018, souhaite proposer la réunion d'une prochaine Assemblée Générale Extraordinaire à effet d'adopter la modification de ses statuts sur 2 points :

- Extension de l'objet social pour intégrer l'activité de Centre de Formation des Apprentis (CFA) ;
- Mise en conformité avec la loi Rebsamen instituant le poste d'administrateur salarié.

### **Création d'un CFA**

Le Conseil d'Administration de TaM du 25 octobre 2016 avait proposé d'étudier le projet de création d'un CFA afin de permettre d'aborder l'ensemble des compétences requises et attendues en proposant un parcours de formation adapté aux besoins de l'entreprise.

La Région Occitanie a autorisé formellement la création de ce CFA lors d'une délibération de sa Commission Permanente en date du 13 octobre 2017.

En effet, les besoins en recrutement sur les métiers multidisciplinaires de la conduite et du transport ont été identifiés comme essentiels pour la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences de la SAEML TaM. La polyvalence des métiers qui allie conduite, sécurisation, contrôle, régulation et exploitation, demande des exigences en qualification qui s'amenuisent d'année en année.

Le CFA, d'une capacité d'accueil de 30 apprentis permettra en deux ans de dispenser un titre professionnel de conducteur du transport routier interurbain de voyageurs avec deux modules complémentaires de contrôle de la réglementation et conduite des tramways. Les premières sessions de formation sont envisagées en septembre 2018. La durée de la convention conclue avec la Région Occitanie est de 5 ans renouvelable.

### **Administrateur salariés**

En application de l'article L. 225-27-1 du Code de Commerce (issu de la Loi « Rebsamen » du 17 août 2015) les sociétés qui emploient, à la clôture de deux exercices consécutifs au moins 1 000 salariés permanents dans la société et ses filiales, ont l'obligation d'indiquer dans les statuts que le conseil d'administration comprend, outre les administrateurs classiques, des administrateurs représentant les salariés.

Le poste d'administrateur salarié sera désigné par le comité d'entreprise, ce dernier ayant émis un avis favorable à l'unanimité sur la proposition de désignation présentée lors de la séance du 31 janvier 2018.

Ces modifications statutaires exigent, à peine de nullité, une décision préalable des assemblées délibérantes des collectivités et groupement de collectivités actionnaires, tel que prévu à l'article L.1524-1 du Code général des collectivités territoriales qui dispose : *« A peine de nullité, l'accord du représentant d'une collectivité territoriale ou d'un groupement sur la modification portant sur l'objet social, la composition du capital ou les structures des organes dirigeants d'une société d'économie mixte locale ne peut intervenir sans une délibération préalable de son assemblée délibérante approuvant la modification. Le projet de modification est annexé à la délibération transmise au représentant de l'Etat et soumise au contrôle de légalité. »*.

En conséquence, et conformément aux articles L.1524-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modifications statutaires instituant le poste d'administrateur salarié et l'extension de l'objet social aux activités du CFA,

- autoriser Monsieur Abdi El Kandoussi, représentant de Montpellier Méditerranée Métropole à l'Assemblée Générale de TaM, à voter en faveur de ces modifications statutaires lors de la prochaine Assemblée Générale Extraordinaire de TaM,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 77 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 5 voix

M. Jean-Luc COUSQUER, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Jean-Luc MEISSONNIER, Mme Patricia MIRALLES, Mme Véronique PEREZ.

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,  
**le Président**



**Philippe SAUREL**

Publiée le : 4 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20180426-31813-DE

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 03/05/18

**Liste des annexes transmise en préfecture:**

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.